

« 900 emplois menacés »

Près de 900 personnes, patrons et salariés des travaux publics, ont manifesté dans les rues de Besançon hier. Pour tirer la sonnette d'alarme.

Sur les épaules, des chasubles jaunes. Sur les têtes : des casques blancs. 880 casques au total, soit peu ou prou le nombre d'emploi que la profession des travaux publics craint de perdre dans les deux années qui viennent. « Aujourd'hui, explique Patrick Robert, le président de la fédération régionale des travaux publics, nos entreprises emploient environ 4.500 personnes en Franche-Comté, on va en perdre 20 % d'ici à deux ans si rien ne change. »

« C'est l'équivalent d'un Florange qui ferme tous les mois »

Dans les rangs de cette « marche blanche », beaucoup le disent : cette année 2014 est une année « terrible ». « Nos carnets de commandes sont en baisse de 28 % et les effectifs ont déjà baissé de 15 % depuis janvier, souligne Patrick Robert. Dans l'ensemble de la



■ Une vague jaune et blanche, hier, dans les rues de Besançon.



Photos L. LAUDE ■ 900 casques jetés devant la préfecture : un symbole.

France c'est l'équivalent d'un Florange qui ferme tous les mois depuis le début de l'année. Vous avez entendu parler de Florange n'est-ce pas ? Et de nous ? »

En cause : un marché à l'arrêt, comme tétanisé. « On a l'habitude d'enregistrer une baisse de la commande publique les années d'élections, explique Patrick Comte qui dirige une entreprise à Pontarlier. Mais jamais dans ces proportions. Et puis, là, elle est couplée avec une

baisse de la commande privée. On est dans une crise de confiance. Tout le monde a peur, personne n'investit. Rien ne bouge. »

D'où cette manifestation et ces casques déposés devant la préfecture hier après-midi : un message directement adressé à l'État. « Aujourd'hui, avec la réforme territoriale, ni les départements ni les régions ne savent ce qu'ils vont devenir, résume Patrick Robert. Difficile dans ces conditions de lan-

cer des chantiers. D'autant que l'État, parallèlement, a considérablement et brutalement réduit les dotations aux collectivités. »

Certaines de ces dernières cependant – et les professionnels le soulignent – consentent des efforts. C'est le cas des départements du Doubs et de Haute-Saône et de la région Franche-Comté qui ont annoncé des plans de relance. « C'est une bouffée d'oxygène dont on avait besoin, concède Sébastien

Perrin, le secrétaire général de la fédération. Mais cela ne peut pas suffire à moyen et long terme. Il faut relancer la machine à investir. » Et cela, conclut Patrick Robert, « seul l'État peut l'impulser. »

« Notre branche est en train de couler, conclut Louis Vuillemin, salarié d'une petite entreprise de Dommartin. C'est pour ça que je suis là, pour défendre notre profession et nos emplois. »

Céline MAZEAU